CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE (ici)

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit concordent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en juin

Economie : les bénéfices des entreprises du secteur industriel enregistrent une progression en

mai (+6% en g.a.), pour la première fois depuis le début de l'année 2020

Politique monétaire : la PBoC réduit les taux de refinancement afférents aux crédits accordés

aux petites entreprises et au secteur rural

Politique économique : le Poliburo renforce les mesures de soutien aux PME

BANQUE ET FINANCE (ici)

Ouverture financière : le programme pilote « Wealth Management Connect » sera mis en place dans la Greater Bay Area

Marché financier : la Chine prévoit d'accorder des licences de valeurs mobilières aux banques

commerciales

Marché boursier : vers un nouveau bull market en Chine?

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE (ici)

Relation US-Chine: Les Etats-Unis mettent la pression sur l'Europe afin de cibler Nuctech, entreprise chinoise d'inspection de sécurité

Relations US- Chine: Le State Department américain met en garde les entreprises américaines ayant des liens d'approvisionnement au Xinjiang

CLIMAT DES AFFAIRES (ici)

Investissements entrants : La Chambre de commerce de l'UE publie sa position quant à la mise à jour de la liste négative

INDUSTRIE ET NUMERIQUE (ici)

Economie numérique : l'Inde interdit 59 applications chinoises

Automobile: les quotas de production de véhicules à énergies nouvelles (VEN) vont augmenter progressivement jusqu'en 2023

Automobile: Dongfeng, Chang'An et FAW renforcent leur partenariat dans l'innovation pour créer le « numéro un mondial » de l'automobile

Cybersécurité : révélation de failles chez TikTok et dans le logiciel de l'administration fiscale chinoise

Cybersécurité : la Cybersecurity Association of China publie son rapport statistique pour l'année 2020

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS (ici)

Transport aérien : la Chine met en péril la continuité des liaisons aériennes par application de sa réglementation sanitaire

Aéronautique: COMAC livre aux grandes compagnies chinoises leur premier appareil ARJ-21 Energie: près de 80 pétroliers attendraient aux larges des côtes chinoises en attente de décharger leur cargaison

Développement durable : volet environnemental du premier code civil chinois

Energie: la NEA publie son plan de travail pour l'année 2020







Energie : semaine nationale de sensibilisation à l'efficacité énergétique et journée nationale pour la sobriété carbone

ACTUALITES REGIONALES (ici)

Delta du Yangtsé : inauguration de la ligne ferroviaire Shanghai - Suzhou - Nantong et du pont correspondant

Delta du Yangtsé : création de l'Alliance pour le développement de l'innovation dans le

transport maritime du delta du Yangtsé

Pékin : la zone-test de véhicules autonomes de Haidian s'agrandit

HONG KONG ET MACAO (ici)

Situation économique : L'interdiction de rassemblements publics de plus de 50 personnes est prolongée au 16 juillet

Emploi: Un plan de subvention des salaires de 15,5 M USD est lancé pour soutenir l'embauche de 1000 professionnels dans la Fintech au cours des 12 prochains mois Analyse sectorielle/ entreprises: chute des ventes de détail de -32,8% en mai et baisse des loyers commerciaux en avril de 7% en glissement annuel (plus forte chute depuis juin 2009) Macao/commerce extérieur: au cours des 5 premiers mois 2020, les importations de Macao ont chuté de -30,3% à 3 Mds USD et les exportations de -17,3 % à 570 M USD Macao/ industrie du jeu: les revenus bruts des jeux se contractent de -77,4% à 4,24 Mds USD au cours des 6 premiers mois de l'année dont -97% à 90 M USD en juin

TAIWAN (ici)

Accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Europe : une aubaine pour le secteur du textile taiwanais

Tatung : assemblée générale houleuse

Lancement des services 5G : début d'une concurrence sévère entre les opérateurs télécoms taiwanais

MONGOLIE (ici)

Rio Tinto : le groupe australo-britannique a conclu un accord avec le gouvernement mongol afin d'assurer un approvisionnement local pour le projet minier d'Oyu Tolgoi

Consolidation du secteur bancaire: la Trade and Development Bank of Mongolia annonce sa fusion avec Ulaanbaatar City Bank

Risque de liquidité : l'agence Moody's publie un rapport mettant en lumière l'impact du Covid19 sur l'économie mongole et les conséquences potentielles en terme de liquidité







CONJONCTURE

Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit concordent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en juin

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève à 51,2 en juin, contre 50,7 en mai, alors que l'indice PMI officiel s'affiche à 50,9 contre 50,6 en mai, restant en territoire positif. L'augmentation de l'indice officiel s'explique principalement par la hausse des sous-indices de la production (53,9 en juin contre 53,2 en mai) et des nouvelles commandes (51,4 en juin contre 50,9 en mai). En revanche, le sous-indice de l'emploi s'abaisse légèrement à 49,1 en juin contre 49,4 en mai.

Le PMI officiel non manufacturier augmente également à 54,4 en juin contre 53,6 en mai, principalement en raison de la hausse du sous-indice des nouvelles commandes d'exportation qui enregistre un net rebond de 41,3 à 43,3.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est axé sur l'industrie légère tandis que l'enquête officielle est basée sur l'industrie lourde.

Economie : les bénéfices des entreprises du secteur industriel enregistrent une progression en mai (+6% en g.a.), pour la première fois depuis le début de l'année 2020

Les chiffres publiés le 28 juin par le Bureau national des statistiques font état d'une progression des bénéfices dans l'industrie au mois de mai, pour la première fois depuis le début de l'année 2020 (+6% en g.a. en mai contre -4,3% en avril). Sur les cinq premiers mois, les résultats sont en repli de 19,3%, contre une chute de 27,4% sur les quatre premiers mois de l'année. L'amélioration des bénéfices dans l'industrie s'explique principalement par l'atténuation de la pression des coûts pour les entreprises. En outre, on note que les bénéfices des entreprises d'Etat ont connu une contraction plus marquée que celles des entreprises privées (-39,3% entre janvier et mai, contre -11,0%). La diminution la plus importante a été enregistrée dans le secteur de l'industrie minière (-43,6% sur les cinq premiers mois).

Politique monétaire : la PBoC réduit les taux de refinancement afférents aux crédits accordés aux petites entreprises et au secteur rural

La PBoC poursuit sa politique visant à réduite les coûts de financement des petites entreprises et du secteur rural. Pour ce faire, elle a diminué le taux de réescompte (*rediscount rate*) de 25 pdb à compter du 1^{er} juillet, soit la première baisse depuis dix ans. La PBoC a abaissé également le taux de refinancement (*relending*) de 25 pdb, soit la deuxième réduction cette année après une baisse de 25 pdb fin février. Après les réductions, le taux de refinancement à trois mois pour les petites entreprises et le secteur rural sera abaissé à 1,95%, le taux à six mois à 2,15% et le taux à un an à 2,25%. Le taux de réescompte sera ramené à 2%. Pour mémoire, le refinancement et le réescompte sont deux des canaux de financement par l'intermédiaire desquels la Banque centrale injecte des liquidités dans le système financier. Le refinancement vise les petites banques commerciales urbaines, les banques commerciales rurales, les banques coopératives rurales et les banques villageoises, qui doivent accorder une certaine proportion minimale de prêts aux petites et micro entreprises. Le réescompte est accordé à toutes les institutions financières pour une durée maximale de six mois.

Par ailleurs, la PBoC a également réduit le taux de refinancement spécial afférent à la stabilité financière (*financial stability relending rate*) de 50 pdb à 1,75%. Cette facilité constitue une forme spéciale de refinancement reflétant la fonction de «prêteur en dernier ressort» de la Banque centrale. Elle permet à la PBoC de fournir un apport de liquidité d'urgence aux institutions financières en crise et généralement garanti par les recettes fiscales des collectivités locales.







Politique économique : le Poliburo renforce les mesures de soutien aux PME

A l'issue de la réunion du Poliburo qui s'est tenue le 1er juillet sous la présidence du Premier ministre Li Keqiang, il a été indiqué que le produit des obligations spéciales des gouvernements locaux (special purpose bonds) pourrait être mobilisé de manière appropriée (par le biais d'obligations convertibles etc.) dans le cadre de la reconstitution du capital des petites et moyennes banques locales. Actuellement, 4000 petites et moyennes banques locales, dont la situation financière demeure sujette à caution, en liaison avec un niveau de fonds propres probablement insuffisant au regard des risques portés (cf. la mise sous tutelle de plusieurs banques locales en faillite telles que Baoshang Bank, Hengfeng Bank et Bank of Jinzhou depuis 2019), constituent les principales sources de financement des PME, dont un grand nombre se trouve en difficulté financière à cause du Covid-19. Au T1 2020, les ratios de capitaux propres des banques urbaines et des banques rurales étaient respectivement de 12,65% et 12,81%, certes supérieurs au ratio réglementaire de 10,5%, tout en étant très en-deçà du niveau moyen des banques commerciales (14,53%). En outre, les gouvernements locaux devront superviser l'amélioration des mécanismes de contrôle interne de ces banques et en renforcer la surveillance lors de la mobilisation des obligations spéciales des gouvernements locaux. Pour mémoire, le gouvernement central a accordé un quota de 3750 Mds RMB d'obligations spéciales aux gouvernements locaux pour l'année 2020, au titre de laquelle, à fin mai, il avait déjà été émis 2150 Mds RMB, soit 57% de l'enveloppe.

Par ailleurs, un projet de règlement visant à garantir que les paiements en souffrance soient effectués de manière fiable aux PME a été adopté lors de la réunion, et définit des dates butoirs en termes de délais de paiement, la divulgation d'informations sur les paiements en souffrance et des sanctions en cas de manquements. Ce projet implique également les agences gouvernementales, les institutions publiques et les grandes entreprises.







BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : le programme pilote « Wealth Management Connect » sera mis en place dans la Greater Bay Area

Pour faciliter les investissements transfrontaliers des résidents individuels dans la région de Guangdong-Hong Kong-Macao Greater Bay Area et promouvoir « l'ouverture financière » du continent chinois, la PBoC, l'Autorité monétaire de Hong Kong et l'Autorité monétaire de Macao ont décidé de mettre en œuvre un projet pilote de gestion transfrontalière de patrimoine («Wealth Management Connect») dans la Greater Bay Area (GBA). Ce connect (« Wealth Management Connect ») fait référence au mécanisme en vertu duquel des résidents individuels de la GBA peuvent effectuer des investissements transfrontaliers dans des produits de gestion de patrimoine distribués par les banques de Greater Bay Area. Dans le cadre du Southbound Wealth Management Connect, les résidents des villes de Chine continentale sises dans la GBA peuvent investir dans des produits d'investissement éligibles distribués par des banques à Hong Kong et Macao en ouvrant des comptes d'investissement désignés auprès de ces banques; dans le cadre du Northbound Wealth Management Connect, les résidents de Hong Kong et de Macao peuvent investir dans des produits de gestion de patrimoine éligibles distribués par les banques de Chine continentale sises dans la GBA en ouvrant des comptes d'investissement désignés auprès de ces banques. Les régulateurs discuteront et conviendront des détails de mise en œuvre, y compris l'éligibilité des investisseurs, le mode d'investissement, la portée des produits d'investissement éligibles, la protection des investisseurs, le traitement des différends, etc. Les transferts seront effectués en renminbis, avec une conversion des devises effectuée sur les marchés offshore. Les flux de fonds transfrontaliers dans le cadre du « Wealth Management Connect » seront soumis à une gestion globale et individuelle des quotas d'investisseurs. Pour éviter en effet des sorties de capitaux, le Wealth Connect fonctionnera en circuit fermé, assorti de quotas ajustés en fonction d'un « coefficient macroprudentiel » (ils seront probablement de 150 Mds RMB (21 Mds USD) dans chaque sens selon les analystes). La date de lancement officiel du « Wealth Management Connect » et les détails de mise en œuvre seront annoncés bientôt.

Le mois dernier, les régulateurs financiers chinois ont annoncé un vaste plan visant à faciliter les transactions et investissements transfrontaliers dans la GBA. Outre le programme « Wealth Management Connect », le plan financier comprend en outre un soutien à l'activité de yuans offshore à Hong Kong et Macao, la mise en place d'un marché à terme à Guangzhou, le test d'un pool de trésorerie transfrontalier et le soutien aux prestataires de services de paiement et de prêts bancaires transfrontaliers.

Marché financier : la Chine prévoit d'accorder des licences de valeurs mobilières aux banques commerciales

La Chine s'apprête à accorder des licences de valeurs mobilières aux banques commerciales pour étendre le champ des activités commerciales des banques et leur permettre de rivaliser avec leurs concurrents internationaux. Deux grandes banques commerciales au moins (ICBC et CCB probablement) devraient se voir octroyer des licences de valeurs mobilières dans un premier temps dans le cadre du projet-pilote, qui ne concernera que les activités de banque d'investissement et non la gamme complète de services de valeurs mobilières (courtage, souscription et activité de parrainage (sponsorship) des titres. Il en résulterait un changement significatif sur les marchés financiers en Chine, dans la mesure où les banques commerciales nationales ne sont pas habilitées, sauf exception, à offrir des services de valeurs mobilières en RPC.

En 2015, les régulateurs chinois ont discuté de la possibilité de permettre aux banques commerciales de fournir des services de valeurs mobilières, mais le plan a été abandonné après l'effondrement du marché boursier survenu à l'été. ICBC avait soumis en 2018 au régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) son projet visant à établir une filiale en valeurs mobilières en propriété exclusive offrant





une gamme complète de services de valeurs mobilières avec un capital social de 100 Mds RMB (14 Mds USD), mais il n'a pas été apporté de réponse de la CSRC jusqu'à présent.

A l'heure actuelle, quelques conglomérats financiers, dont Citic Group Corp., China Everbright Group Ltd., China Merchants Group Ltd. et Ping An Insurance (Group) Co., sont autorisés à exercer à la fois des activités bancaires, de valeurs mobilières et d'assurance, bien qu'elles soient gérées séparément. En outre, les principales banques d'Etat ont été autorisées à créer des filiales de valeurs mobilières à Hong Kong, bien qu'elles ne puissent pas faire directement des affaires sur le continent. Bank of China et China Development Bank sont les deux seules banques à avoir leurs propres filiales en valeurs mobilières en RPC, grâce à une dérogation spéciale du gouvernement.

Le changement de politique de la CSRC intervient alors que les sociétés de valeurs mobilières nationales sont confrontées à la concurrence des banques d'investissement étrangères. Selon un initié, cela constituerait le principal facteur explicatif de l'extension des licences de valeurs mobilières aux banques commerciales. Depuis fin 2018, les géants mondiaux de la banque d'investissement *UBS Group AG, Goldman Sachs Group Inc., Morgan Stanley et Credit Suisse AG* ont reçu le feu vert de la CSRC pour porter à 51% leur participation dans leurs coentreprises de valeurs mobilières en Chine. L'année dernière, *JPMorgan Chase & Co. et Nomura Holdings Inc.* ont reçu séparément l'approbation du régulateur pour créer de nouvelles coentreprises en valeurs mobilières sur le continent à participation étrangère majoritaire.

L'autre facteur tient à la volonté de promouvoir la finance directe en réduisant la part des financements intermédiés, tout en permettant aux banques de mieux servir les acteurs de la nouvelle économie, qui se financent essentiellement par émission d'actions.

Marché boursier : vers un nouveau bull market en Chine ?

Consécutivement à la publication d'indicateurs de PMI officiels et Caixin-Markit (cf. supra) s'inscrivant au-delà des anticipations, l'indice du Shanghai Stock Exchange (SSE Index) remonte à 3000 points pour la première fois depuis début mars, à la faveur des anticipations haussières des investisseurs. Le volume d'échange journalier sur la Bourse de Shanghai et la Bourse de Shenzhen dépasse 1000 Mds RMB, pour la première fois depuis début mars. En outre, l'encours de la négociation sur marge des titres (securities margin trading) augmente à 1190 Mds RMB, représentant 2,23% de la capitalisation boursière flottante.

	Cours de clôture le 3 février (réouverture du marché après le nouvel an chinois)	Cours de clôture le 3 juillet	Evolution hebdomadaire de la semaine du 29 juin
CSI 300	3688	4419	+6,8%
SSE Index	2747	3153	+5,8%
SZSE Index	9780	12433	+5,2%
ChiNext	1796	2463	+3,4%









Il convient de noter que le secteur des institutions financières non-bancaires (+5,9% le 3 juillet, alimenté notamment par les perspectives de fusion des sociétés de valeurs mobilières avec les grandes banques commerciales (cf. *supra*)), le secteur immobilier (+3,5%) et le secteur minier (+4,9%), qui font parties majeures de la Bourse de Shanghai, ont tiré à la hausse les indices CSI300 et SSE Index.

Le marché boursier en Chine continentale a également enregistré des entrées de capitaux à travers les programmes de *Shanghai - Hong Kong Stock Connect* et *Shenzhen - Hong Kong Stock Connect* cette semaine, soit au total 171 Mds RMB de flux de capitaux entrants nets.







ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relation US-Chine : Les Etats-Unis mettent la pression sur l'Europe afin de cibler Nuctech, entreprise chinoise d'inspection de sécurité

Selon le <u>Wall Street Journal</u>, le gouvernement américain a fait pression sur certains Etats européens (Croatie, Lituanie, Grèce, Hongrie, Italie et Portugal) afin de rejeter les appels d'offres de Nuctech, une société chinoise spécialisée dans l'inspection de sécurité (notamment d'inspection des bagages). Originellement établie comme une filiale de l'Université de Tsinghua, Nuctech est aujourd'hui majoritairement contrôlée par China *National Nuclear Corporation*.

Washington redoute que Nuctech transmette aux autorités chinoises les informations personnelles et commerciales auxquelles elle a accès dans certaines zones les plus sensibles de l'UE (comme l'enclave russe de Kaliningrad), menaçant ainsi la sécurité des membres de l'OTAN.

Le *State Department* américain a accusé Nuctech d'avoir bénéficié de subventions d'Etat afin de vendre ses produits en dessous des prix du marché de se développer dans le secteur des infrastructures essentielles de l'UE. La Commission européenne avait imposé les droits d'antidumping sur Nuctech en 2010. Plus récemment, l'UE a publié les propositions dans un *White Paper* afin de bloquer les investissements et les appels d'offres fortement subventionnés.

Relations US- Chine : Le State Department américain met en garde les entreprises américaines ayant des liens d'approvisionnement au Xinjiang

D'après les informations de Reuters, le U.S. State Department a envoyé une lettre le 2 juillet aux grandes entreprises américaines rappelant « les violations des droits de l'homme perpétrées par le gouvernement chinois au Xinjiang » et conseillant aux entreprises « d'évaluer leur exposition aux risques résultant de leur partenariat ou de leurs investissements avec des entreprises opérant dans le Xinjiang ». Cette mise en garde fait suite à l'avis publié par le gouvernement américain le 1er juillet avertissant les entreprises américaines qu'elles s'exposaient à des risques « légaux, économiques et de réputation » si elles faisaient des affaires au Xinjiang ou avec des entités utilisant de la main d'œuvre provenant de cette région.

Les douanes américaines ont révélé le 1er juillet avoir bloqué une cargaison d'extension de cheveux provenant de Chine, au motif que ces produits auraient été fabriqués par de la main d'œuvre forcée au Xinjiang.

Pour rappel, les Etats-Unis ont mis le mois dernier sur liste noire plusieurs entreprises chinoises pour leurs supposées violations des droits de l'Homme au Xinjiang.







CLIMAT DES AFFAIRES

Investissements entrants : La Chambre de commerce de l'UE publie sa position quant à la mise à jour de la liste négative

Le 2 juillet, la Chambre de commerce de l'UE en Chine (EUCCC) a publié sa <u>position</u> par rapport à la liste négative de l'année 2020, publiée il y a une semaine.

Selon le communiqué, la réforme de la nouvelle liste négative n'a qu'un effet mitigé. L'assouplissement des restrictions dans les domaines de la production de semences, de traitement du combustible nucléaire et d'infrastructures de pipelines n'a qu'un impact limité pour les membres de la Chambre européenne. La levée des restrictions dans le secteur des véhicules utilitaires était déjà prévue. Enfin, l'ouverture dans le secteur financier est perçue comme incomplète et tardive.

De plus, le mécanisme prévoyant que le Conseil des Affaires d'Etat peut approuver certains investissements étrangers au cas par cas malgré leur présence sur la liste négative est certes une porte permettant un meilleur accès au marché mais la Chambre européenne souligne que ce mécanisme discrétionnaire pourrait également être politisé et créer plus d'incertitude.

«These openings into largely saturated markets mean that European companies will, once again, only be likely to compete for a tiny amount of market share. Nevertheless, the size of China means that even a small slice of the pie could be good business for some European players », a commenté Joerg Wuttke, president de l'EUCCC.







INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : l'Inde interdit 59 applications chinoises

Le Ministère indien de des Technologies de l'Information (MIT) <u>a décidé</u>, le 29 juin, de bloquer 59 applications d'origine chinoise, invoquant le « préjudice » que celles-ci porteraient à « la souveraineté et l'intégrité de l'Inde ». Dans un contexte de fortes tensions militaires à la frontière entre les deux pays, le gouvernement indien s'inquiète des transferts de données opérées par ces applications, dont les serveurs sont en grande partie hébergés en Chine. Cette mesure concerne la plupart des applications les plus populaires telles que WeChat, Weibo, les applications de l'écosystème Mi (Xiaomi) et surtout TikTok, qui compte 120 millions d'utilisateurs en Inde et qui figure en première position de cette liste. Selon Caixin, cette interdiction pourrait coûter à ByteDance, propriétaire de TikTok, près de 6 Mds USD. Outre TikTok, plusieurs applications moins renommées en Europe pourraient être particulièrement <u>impactées</u> car très présentes sur le marché indien: c'est le cas notamment du moteur de recherche UC (22% de parts de marché en Inde), de la plateforme de transfert de documents Share IT (400 M d'utilisateurs en Inde) ou encore de l'application CamScanner (100 M), permettant de scanner des images directement sur son smartphone.

Dans son annonce officielle, le MIT s'appuie sur le soutien dont il bénéficierait auprès d'organisations de la société civile et d'organisations politiques, dans un contexte de montée du nationalisme en Inde. En mai déjà, l'application Remove China Apps, développée par l'entreprise indienne OneTouch AppLabs et permettant de supprimer la totalité des applications d'origine chinoise de son smartphone, avait été téléchargée plus d'un million de fois en Inde avant d'être retirée du Google Play Store bien que l'application se présente comme de nature « éducative » et non politique.

Automobile : les quotas de production de véhicules à énergies nouvelles (VEN) vont augmenter progressivement jusqu'en 2023

Le 25 juin 2020, cinq administrations dont le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) et le Ministère des Finances (MOF) ont annoncé un durcissement des quotas de production de VEN sur les trois prochaines années. Pour l'année 2019, ces derniers étaient fixés à 10%. Ils seront rehaussés respectivement de 2 points de pourcentage chaque année jusqu'en 2023, année où ils atteindront donc 18%. La mise à jour de ces quotas au-delà de 2024 reviendra au MIIT. Cette décision s'inscrit dans la stratégie du MIIT, qui vise une part de 25% des ventes pour les VEN à l'horizon 2025. Ce « système des doubles points » (汉积分) impose aux constructeurs automobiles qu'une proportion minimale de leur production soit constituée de VEN. Dans le cas contraire, les entreprises doivent racheter des crédits auprès d'autres constructeurs en surplus. A production égale, la demande pour les crédits VEN devrait augmenter, faisant ainsi gonfler leur prix, qui était jusqu'à présent jugé très bas. Cette réforme favorise également la prise en compte des critères de consommation dans les méthodes de calcul de ce système incitatif.

Cette nouvelle règlementation favorise donc les entreprises dont la gamme de VEN est relativement développée : c'est notamment le cas de Volkswagen, qui a fait du développement des VEN en Chine l'une de ses priorités stratégiques (plus de 2 Mds EUR <u>investis</u> en 2020). Selon le MIIT, la coentreprise Volkswagen-FAW était cependant à la dernière place du classement 2019 des crédits VEN/consommation, derrière General Motors-SAIC et BAIC-Hyundai. A l'inverse, BYD, qui ne produit que des VEN, est l'entreprise qui <u>accumule</u> le plus de crédits. Des analystes du secteur <u>estiment</u> que cette réforme devrait favoriser particulièrement les marques étrangères, qui pourraient transférer plus aisément leurs crédits d'une coentreprise à une autre afin de rééquilibrer leur stratégie de développement. En 2019, <u>seuls 58 constructeurs</u> sur 144 avaient atteint les quotas imposés.







Le gouvernement souhaite relancer le secteur des VEN, en difficulté actuellement : leur production a en effet reculé de 25,8% en mai (-23,5% en glissement annuel).

Automobile : Dongfeng, Chang'An et FAW renforcent leur partenariat dans l'innovation pour créer le « numéro un mondial » de l'automobile

Le 29 juin, les groupes chinois Dongfeng, FAW, Chang'An, China South Industries Group (conglomérat d'armement, actionnaire de Chang'An) et la zone de développement technologique de Jiangning (Nankin) ont <u>annoncé</u> la création conjointement l'entreprise China Automobile Innovative Smart Technologies (中汽创智科技有限公司) dédiée au développement de technologies de baisse des émissions carbone, de « sécurité intelligente » et d'expérience pour les consommateurs. Plus précisément, la mobilité autonome, l'électrification et la mobilité hydrogène seront considérées comme des priorités. L'objectif de ce projet est d'être à la pointe de l'industrie mondiale dans le secteur d'ici « trois à cinq ans » afin de faire de la Chine un « pays fort » dans l'automobile (汽车强国). Pour cela, l'entreprise dispose d'un capital initial de 16 Mds CNY (2 Mds EUR). Elle sera dirigée par Wang Qiangguo, qui officiait jusqu'à présent comme vice-directeur exécutif de FAW.

Cette annonce semble illustre la volonté de ces entreprises publiques de promouvoir une approche collective de la compétition technologique sur le marché mondial. Elle permet aussi de relancer l'accord de coopération stratégique, signé en décembre 2017 par Dongfeng, FAW et Chang'An. Ce plan de travail prévoyait des synergies dans le domaine de l'expansion internationale (réseaux de distribution, partenariats commerciaux et de production) mais peu de réalisations concrètes ont eu lieu à ce jour.

Cybersécurité: révélation de failles chez TikTok et dans le logiciel de l'administration fiscale chinoise

TikTok (douyin), l'application de *streaming* vidéo du groupe ByteDance, fait partie des applications visées par la mise à jour du système d'exploitation d'Apple (iOS14, prévu pour la rentrée 2020), qui vise à empêcher les applications de lire les derniers éléments copiés sur le « presse-papier ». La capacité de TikTok (et d'une cinquantaine d'autres applications) à lire ces éléments (cela peut être un mot de passe, un extrait d'email, un document de travail, etc.) avait déjà été <u>révélée</u> en janvier 2020 ; l'entreprise avait alors argué que le problème était lié à l'usage d'un kit de développement publicitaire de Google obsolète qui devait être remplacé avant avril. Alors que la mise à jour n'a manifestement pas été réalisée, l'entreprise évoque désormais une <u>nouvelle raison</u> : « une fonction conçue pour identifier les comportements répétitifs, assimilables à du spam ». Pour rappel, le nombre d'utilisateurs actifs sur TikTok chaque mois est estimé à 800 millions et l'application vient d'être exclue du marché indien.

Parallèlement, une étude de <u>Trustwave</u>, citée par <u>Bloomberg</u> révèle que le logiciel « Intelligent Tax », que certaines banques d'État demandent à leurs clients d'installer afin de faciliter le versement des taxes locales, comporte une « porte dérobée » (backdoor) susceptible de permettre à des hackers de contrôler le réseau informatique de l'entreprise. Selon Trustwave, le logiciel présenterait les caractéristiques des campagnes « advanced persistent threat » (APT), généralement associées à des groupes de hackeurs gouvernementaux. Il serait actif depuis avril 2020 même si des variantes auraient été identifiées dès décembre 2016.

Cybersécurité : la Cybersecurity Association of China publie son rapport statistique pour l'année 2020

Le 29 juin 2020, la Cybersecurity Association of China a publié des <u>premiers extraits</u> de son rapport statistique sur l'industrie chinoise de la cyber sécurité pour l'année 2020. Il mentionne un chiffre





d'affaires de 52,3 Mds CNY (6,6 Mds EUR), en croissance de 25,4% en glissement annuel, et projette un chiffre d'affaires dépassant les 100 Mds CNY (12,6 Mds EUR) en 2023 - Pékin, le Guangdong et le Zhejiang constituant les principaux marchés domestiques. Le nombre de professionnels du secteur se monte à environ 100 000 (+16%), dont 58,5% de personnel technique. Le rapport a été réalisé à partir d'une enquête réalisée auprès de plus de 700 groupes.







DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Transport aérien : la Chine met en péril la continuité des liaisons aériennes par application de sa réglementation sanitaire

Le 27 juin, la liaison entre Le Caire et Chengdu, opérée par Sichuan Airlines, a été interrompue par les autorités chinoises pour une durée d'une semaine, car 6 passagers ont été déclarés positifs au COVID-19 après les tests de dépistages effectués à Chengdu. Il s'agit là de la seconde décision de ce type, après celle du 11 juin dernier, qui avait entrainé la suspension du vol régulier hebdomadaire Dacca-Canton, opéré par China Southern. Cette liaison a été suspendue pour une durée de quatre semaines, justifiée par la détection de 17 passagers reconnus positifs au COVID-19 à leur arrivée. Bien que dans les deux cas les compagnies soient chinoises, l'ensemble des compagnies étrangères opérant en Chine aujourd'hui sont soumises à la même réglementation.

Ces décisions procèdent de l'application stricte <u>de la notice de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) datée du 4 juin 2020 sur les « ajustement des vols internationaux de passagers »</u>. Dans son point n°7, cette règlementation chinoise instaure, du 8 juin au 24 octobre, un système de bonus/malus, conditionnant la continuité, la progression ou la suspension de fréquences de vol au nombre de passagers testés positifs à l'entrée sur le territoire chinois : autorisation éventuelle d'effectuer un vol de plus par semaine si aucun cas positif n'a été détecté sur les vols pendant trois semaines consécutives (dans la limite de deux vols hebdomadaires par paire de points) ou au contraire suspension de la liaison, entre une à quatre semaines, en fonction du nombre de cas positifs au COVID-19 détectés à l'entrée en Chine.

De l'avis de l'ensemble de la communauté internationale, cette disposition sanitaire s'écarte des engagements bilatéraux au titre des accords aériens. En effet, il s'agit d'un système d'ajustement unilatéral des fréquences aériennes, sans contrôle mutuel et sans recours possible. Ces dispositions n'ont d'ailleurs fait l'objet d'aucune notification préalable, au titre de consultations aéronautiques bilatérales, telles que prévus par les accords aériens, ni au titre de l'annexe 9 de la Convention de Chicago (« facilitation ») ou du Règlement Sanitaire International (RSI), en particulier de son article 43 « mesures sanitaires complémentaires ». En outre, les dispositions chinoises semblent s'écarter des recommandations multilatérales de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI), dans le cadre du document d'orientation « paré au décollage » de la *Council's Aviation Recovery Task Force* (CART), validé par le Conseil de l'organisation le 1er juin. En effet, l'OACI considère que le dépistage ne devrait pas être imposé comme condition préalable ni pour la réouverture des frontières, ni pour le rétablissement ou la continuité des services aériens, du fait du manque de fiabilité des tests à l'acide nucléique (dits PCR).

Même s'il peut exister des différences de mise en œuvre sur le plan local, les autorités chinoises pratiquent généralement sur les passagers entrants ces tests PCR (avec risques de faux-positifs), en les doublant de tests sérologiques. S'ils s'avèrent positifs, la partie chinoise considère alors qu'il s'agit de cas asymptomatiques, conduisant automatiquement à une hospitalisation. Des pilotes ont suivi ce parcours en Chine au mois d'avril dernier, à l'occasion d'opérations cargo d'acheminement de matériel médical, les obligeant à une immobilisation de plusieurs jours sur place. Cela a conduit l'ensemble des personnels navigants de la grande majorité des compagnies aériennes étrangères, de vols cargo ou passagers, à s'opposer au dépistage à l'arrivée en Chine. Cette position des personnels oblige les transporteurs aériens à des schémas opérationnels complexes et coûteux, comme c'est le cas notamment pour Air France sur sa liaison entre Shanghai et Paris, incluant une escale technique en Corée : les équipages arrivant à Shanghai restent dans l'appareil sans être dépistés, prennent ensuite





le chemin de Séoul, où ils sont remplacés par un second équipage, mis à disposition au préalable pour le vol retour vers Paris.

Par ailleurs, la contrepartie du système chinois (« bonus ») n'est pour l'heure qu'une garantie de papier. En effet, en vertu d'une autre disposition de la notice du 4 juin 2020 (point n°6), les compagnies aériennes étrangères sont désormais tenues de recueillir une approbation supplémentaire aux autorisations prévues par les accords aériens (id. validation des programmes de vols par la CAAC). Ce document doit être sollicité auprès des autorités locales en charge des contrôles sanitaires au point d'entrée en Chine, qui jugent en opportunité si la liaison constitue ou non un risque épidémiologique. En cas de refus d'autorisation, aucun recours non plus n'est prévu, alors qu'ils sont de droit en cas de litiges sur l'exploitation aérienne dans le cadre de l'accord aérien entre la France et la Chine.

Ainsi, bien que la CAAC et la DGAC disposent d'un arrangement temporaire, depuis le 12 juin, pour que les compagnies aériennes des deux parties puissent opérer trois fréquences hebdomadaires par pavillon sur des liaisons entre la France et la Chine, Air France n'a toujours pas obtenu le droit d'opérer plus d'un vol hebdomadaire entre Paris et Shanghai. Cela entraîne depuis plus d'un mois une rupture avec le principe d'égales opportunités à la base de l'accord bilatéral sur les services aériens de 1966.

Aéronautique : COMAC livre aux grandes compagnies chinoises leur premier appareil ARJ-21

Air China, China Southern Airlines et One Two Three Airlines (OTT Airlines), récente filiale de China Eastern Airlines, ont toutes les trois accusé livraison dans leur flotte de leur premier appareil ARJ21-700, produit par COMAC à Shanghai. Il s'agit également des premières livraisons réalisées en dehors de compagnies régionales, comme Genghis Khan Airlines (Mongolie intérieure) et Jiangxi Air (de la province chinoise du même nom), ou encore Chengdu Airlines (filiale de COMAC, dont la flotte comporte déjà 21 appareils). A ce jour, COMAC a livré 31 appareils.

Air China, China Eastern et China Southern ont chacune commandé 35 ARJ21 en août 2019, devant être livrés entre 2020 et 2024. COMAC, qui annonce 596 commandes pour 22 clients, a inauguré en mars dernier une deuxième chaîne d'assemblage à Shanghai, dans le but d'accroître sa production. Cette nouvelle chaîne a la capacité d'assembler jusqu'à 30 avions par an, et complète l'unité de production initiale, limitée à la construction de 15 appareils par an.

Pour rappel, l'ARJ-21 est un avion civil régional d'une capacité de 78 à 90 places, dont le design est dérivé du MD-80 de McDonnell Douglas. Le programme de COMAC a accumulé un retard certain, dans la mesure où les premières livraisons, initialement envisagée dès 2007, n'ont pas été effectives avant 2016. A ce jour, l'ARJ21 n'a pas été certifié par l'agence européenne de sécurité de l'aviation (AESA), ni par la FAA américaine, mais uniquement par l'administration de l'aviation civile (CAAC), en 2014 pour l'appareil et en 2017 pour l'unité de production. Plusieurs équipementiers européens participent à ce programme aéronautique chinois.

Energie : près de 80 pétroliers attendraient aux larges des côtes chinoises en attente de décharger leur cargaison

Plusieurs analystes internationaux (Kpler, ClipperData) estiment que près de 80 pétroliers seraient actuellement bloqués aux larges des côtes chinoises en attente de disponibilité des infrastructures portuaires pour débarquer leur cargaison. Selon Bloomberg, le temps d'attente moyen pour un pétrolier serait actuellement de quatre semaines avant de pouvoir décharger sa cargaison, contre cinq





jours en moyenne avant la crise du Covid-19. L'ensemble de ces navires représenteraient 73 M de barils. A titre de comparaison, la quantité habituellement en mer de pétrole brut à destination de la Chine est habituellement autour de 10 M de barils. Le dernier pic, en 2008, était à 24 M.

En effet, la Chine aurait profité de la chute du cours du baril du printemps pour augmenter massivement ses importations de pétrole brut. La présence de ces navires interroge sur la capacité chinoise à absorber de telles quantités de pétrole brut, tant en consommation (donc de reprise économique) que de capacité de stockage.

Développement durable : volet environnemental du premier code civil chinois

Lors de la conférence de presse mensuelle de juin, le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) est revenu sur le volet environnemental du code civil approuvé en mai dernier par l'Assemblée nationale populaire (ANP). M. BIE Tao, Directeur général des lois, des réglementations et des standards du MEE, considère que ce code civil est « vert » pour les raisons suivantes : (i) « les activités [prévues par ce code] doivent être en faveur de l'utilisation efficace des ressources et de la protection de l'environnement », érigeant ainsi le respect de l'environnement en un des principes fondamentaux dudit code ; (ii) la protection de l'environnement est présente dans les chapitres sur le droit des biens, sur les contrats et sur la responsabilité pénale et (iii) les infractions encourues en cas de pollution et de dégradation écologique sont clarifiées, ainsi que les réglementations concernant la restauration et la compensation environnementales.

Par ailleurs, M. BIE Tao a indiqué que le MEE, en coopération avec d'autres autorités compétentes, continuait d'accélérer l'établissement d'un système législatif adapté aux objectifs pour l'édification de la « Belle Chine » (cf. Brèves du SER du 9 mars 2020) et la réforme du système de compensation des dégradations environnementales.

Energie : la NEA publie son plan de travail pour l'année 2020

L'administration nationale de l'énergie (NEA) vient de publier le détail de son plan de travail pour 2020. Le document, dont les grandes lignes avaient déjà été publiées fin avril - soit un mois avant le temps fort politique national des deux assemblées parlementaires (lianghui) - s'inscrit de façon prévisible dans la tendance de sécurité énergétique prévalant en Chine dans le développement de ce secteur. Globalement, la NEA prévoit l'augmentation de la production énergétique, l'amélioration des connectivités, la plus grande électrification de l'économie, une plus grande compétitivité des prix de l'énergie et plus d'efficacité énergétique. Ainsi, le document mentionne, entre autres, la construction d'infrastructures pétrolières et gazières (stockage, transport, production), le développement de nouveaux projets de conversion du charbon, la poursuite des constructions de centrales hydroélectriques et nucléaires, la transformation du réseau électrique rural, le développement du chauffage propre, la promotion du bio-éthanol, la construction du marché de l'électricité interprovincial et interrégional et la plus grande libéralisation du fonctionnement du secteur. Bien que le document insiste sur le développement des énergies fossiles, il fixe un nouvel objectif de décarbonation de la consommation énergétique légèrement plus ambitieux que l'actuel : fin 2020, le charbon devrait représenter une part de 57,5 % dans la consommation d'énergie contre un objectif initial de 58 % - objectif du 13^{ème} programme quinquennal.

A l'image du contenu fourni du document, la NEA a été particulièrement visible depuis le début de 2020. Cette année constitue, au-delà de la crise du coronavirus, une année charnière dans la planification chinoise, à la fois année de clôture du 13ème programme quinquennal et de finalisation de





la rédaction de son successeur, le 14 ème programme pour la période 2021-2025. Aussi, au cours du seul deuxième trimestre, l'administration a publié de nombreux textes visant à mieux encadrer le développement de l'énergie. Citons un projet de loi cadre de l'énergie, un plan de travail pour développer la « sécurité énergétique », une première ébauche du 14 ème programme quinquennal pour les énergies renouvelables et une proposition de création d'un mécanisme pour améliorer la consommation d'énergie propre. En outre, la gouvernance de l'administration a été réaffirmée, ses compétences étant clarifiées dans une publication, pour la première fois depuis 2015.

Voir le document (en chinois)

Energie : semaine nationale de sensibilisation à l'efficacité énergétique et journée nationale pour la sobriété carbone

Le 29 juin, lors de la cérémonie d'ouverture en ligne de la Semaine nationale de sensibilisation à l'efficacité énergétique (rendez-vous annuel organisé depuis 1991 sous l'égide du Conseil des affaires d'Etat), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a annoncé trois mesures : (i) distribution d'ampoules LED aux zones pauvres ; (ii) appel au verdissement du secteur du refroidissement et (iii) publication des initiatives pour les emballages verts luttant contre la pollution plastique.

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a également organisé le 2 juillet des événements en ligne à l'occasion de la Journée nationale pour la sobriété carbone. M. ZHAO Yingmin, Vice-ministre du MEE, et M. XIE Zhenhua, Conseiller spécial pour le changement climatique du MEE, y ont notamment participé. Ils ont réaffirmé la volonté de la Chine de poursuivre un développement sobre en carbone afin de lutter contre le changement climatique.







ACTUALITES REGIONALES

Delta du Yangtsé : inauguration de la ligne ferroviaire Shanghai - Suzhou - Nantong et du pont

correspondant

Démarrée en 2014, la construction du pont routier et ferroviaire de Sutong s'est achevée début juillet 2020. Reliant de part et d'autre du fleuve Yangtsé les métropoles de Nantong et de Suzhou, le pont est une infrastructure à multiples usages, pouvant accommoder le passage de trains, de véhicules, et de navires porte-conteneurs sur le fleuve. D'une longueur totale de plus de 11 km et d'une traversée d'un km, le pont est un record dans la catégorie de ponts à haubans à double usage. Sa construction a été accompagnée du dépôt de 65 brevets. Son inauguration a permis celle de ligne ferroviaire à haute vitesse Shanghai-Suzhou-Nantong, reliant Shanghai à Nantong en une heure, auparavant accessible seulement par voie routière. Cette ligne, qui reliera la ville de Yancheng, est une priorité dans le développement du système de transports ferroviaire du delta du Yangtsé et dans l'intégration de la facade maritime du Jiangsu.

<u>Lire l'article The Paper</u> Lire l'article Shine

Delta du Yangtsé : création de l'Alliance pour le développement de l'innovation dans le transport

maritime du delta du Yangtsé

Une nouvelle alliance de coopération regroupant les gouvernements locaux, les entreprises et les acteurs du transport maritime et portuaire de la région du delta du Yangtsé a été lancée. Ciblant une coopération institutionnelle approfondie, l'alliance permettre une meilleure fluidité dans l'échange d'informations, l'intégration des services et procédures pour tous les acteurs des différents ports du delta (Ningbo, Shanghai, Suzhou...). Déjà entamée en 2019 avec la signature d'un accord de coopération pour la zone portuaire de Yangshan entre les entreprises d'exploitation portuaires de Shanghai et du Zhejiang, l'intégration maritime du delta prend un nouveau tournant en ciblant le partage de capital dans le développement de nouvelles zones portuaires. Egalement, une priorité commune de l'intégration est la prévention et le contrôle de la pollution, renforcée par une plus étroite mise en commun de bonnes pratiques d'inspection et de partage des ressources.

Lire l'article de Economic Information Daily

Pékin: la zone-test de véhicules autonomes de Haidian s'agrandit

Le 30 juin, les autorités de la municipalité de Pékin ont annoncé l'expansion de la zone-test pour véhicules autonomes située dans le district de Haidian, au nord de la capitale. Le circuit, ouvert à la circulation, passe ainsi de 3 à 52 portions de routes (de 19km à 215 km), toutes interconnectées. Ce programme a été lancé par les autorités de Zhongguancun, en charge des parcs d'innovation de Pékin. Baidu, déjà présent, mais également Pony.Al et Didi Chuxing ont annoncé leur volonté de déployer leurs solutions sur le circuit pékinois. Des zones de test similaires sont en cours de déploiement dans plusieurs villes de Chine : Shanghai, Canton, Wuhan...







HONG KONG et MACAO

Situation économique : L'interdiction de rassemblements publics de plus de 50 personnes est prolongée au 16 juillet

A compter du 3 juillet et jusqu'au 16 juillet, les restrictions en vigueur sur le nombre de personnes dans les cinémas, discothèques, clubs et lieux de divertissement ainsi que lieux de culte sont assouplies à 80% de la capacité d'accueil. L'interdiction de rassemblements publics de plus de 50 personnes est prolongée au 16 juillet également.

Emploi : un plan de subvention des salaires de 15,5 M USD est lancé pour soutenir l'embauche de 1000 professionnels dans la Fintech au cours des 12 prochains mois

Un plan de subvention des salaires de 15,5 M USD est lancé pour soutenir l'embauche de 1000 professionnels dans la Fintech au cours des 12 prochains mois : le gouvernement prendra en charge les salaires à hauteur de 1290 USD par mois pendant un an dans le cadre du programme *FinTech Antiepidemic Scheme for Talent Development* (FAST). Les entreprises doivent avoir débuté leur opérations avant le 1^{er} janvier 2020. Les employés doivent être diplômés universitaires ou équivalent dans la blockchain, les technologies de l'information, la comptabilité ou le management. Ce programme s'inscrit dans le plan « *Anti Epidemic Fund* » doté de 800 M USD pour créer 30 000 emplois en deux ans. Le secteur des services financiers représente 263 000 emplois et génère 1/5ème du PIB de Hong Kong. En juin, le régulateur HKMA avait mobilisé un budget de 1,4 M USD « *Banking Talent Programme* » pour financer pendant 6 mois la moitié des salaires de 300 diplômés recrutés par 39 banques.

Le taux de chômage a atteint en mai son plus haut niveau depuis 15 ans à 5,9%. Celui de la tranche d'âge 15-25 ans atteint 18,2%.

Analyse sectorielle/ entreprises: chute des ventes de détail de -32,8% en mai et baisse des loyers commerciaux en avril de 7% en glissement annuel (plus forte chute depuis juin 2009)

Les ventes de détail ont chuté de 36% en valeur en avril et 32,8% en mai (16e mois consécutif).

Une légère reprise est toutefois perceptible suite à l'assouplissement des mesures de distance sociale et les promotions mises en place : les ventes ont progressé en avril et mai de 6,8% (mois glissant). Les ventes de détail à Hong Kong sont corrélées aux arrivées touristiques qui restent faibles du fait de l'arrêt des arrivées internationales et la fermeture de facto de la frontière avec la Chine (quatorzaine imposée). Hong Kong n'a enregistré que 4125 arrivées (dont 3000 chinois) en avril contre 5,5 millions en 2019. La chute des ventes au cours des cinq premiers mois 2020 est de -34,8% et devrait atteindre -20% pour l'année.

Les loyers commerciaux ont chuté en avril de 60% comparé au pic de 2014 et de 7% en glissement annuel (plus forte chute depuis juin 2009). Le taux de vacances a augmenté de 10,9% en 2019 à 11,4% en mars 2020 et cette tendance devrait se poursuivre au moins jusqu'au 3^e trimestre. Après la fermeture de toutes les boutiques du bijoutier italien Follie Follie début juin, Victoria Secret annonce la fermeture de son magasin de Hong Kong.

L'impact de l'épidémie sur le comportement d'achat et les coûts de l'immobilier devrait stimuler la croissance de l'e shopping de +6,8% de 2020 à 2024 pour atteindre 7,16 Mds USD. En raison de la densité urbaine, du réseau de transport, du nombre important de centres commerciaux le commerce en ligne s'est développé lentement à Hong Kong comparé à la Chine.





Macao/commerce extérieur : au cours des 5 premiers mois 2020, les importations de Macao ont chuté de -30,3% à 3 Mds USD et les exportations de -17,3 % à 570 M USD

Commerce extérieur : en mai 2020, les importations de marchandises à Macao chutent de -39,1% à 543 M USD. Les importations de téléphones portables, bijoux en or et montres se sont contractées de -55,1%,- 87,8 et -82,8% respectivement. Les exportations ont chuté de -24,2% à 86 M USD.

Au cours des 5 premiers mois de l'année 2020, Les importations ont chuté de -30,3% à 3 Mds USD : celles en provenance de Chine continentale ont diminué de -23,4% (à 1,13 Mds USD) et de l'UE de -32,1% (à 817 M USD). Les exportations ont chuté de -17,3 % à 570 M USD. Celles vers la Chine continentale ont augmenté de 21,5% à 101 M USD, celles vers Hong Kong ont chuté de -19,5%, (à 373 M USD). Elles ont progressé vers l'UE (+9% à 73 M USD) et les États-Unis (+111,4% à 21 M USD).

Macao/ industrie du jeu : les revenus bruts des jeux se contractent de -77,4% à 4,24 Mds USD au cours des 6 premiers mois de l'année dont -97% à 90 M USD en juin

TAIWAN

Accord de libre-échange entre le Vietnam et l'Europe : une aubaine pour le secteur du textile taiwanais

La signature de l'accord, qui doit entrer en vigueur en août prochain, pourrait bénéficier <u>aux grands acteurs taiwanais du textile</u> et fabricants de chaussures présents au Vietnam, avec la baisse progressive des tarifs douaniers annoncée sur les 7 années à venir. Ainsi, plusieurs grands groupes taiwanais, présents de longue date sur toute la chaîne de production (production de fil, tissus et impression...), y réalisent une part importante de leur chiffre d'affaires (Eclat, Makalot, Quang Viet, Far Eastern New Century...) et se préparent à bénéficier d'un report de commandes. Les investissements taiwanais dans ce secteur semblent s'intensifier (New Fibers Textile Corp a ainsi racheté récemment au groupe VPN sa branche VNPOLY pour la fabrication de fibres polyester), et notamment, comme le souligne la presse, en raison de l'évolution de la situation au Cambodge qui a perdu en février dernier une partie des préférences tarifaires de l'UE (violations graves en matière de droits de l'homme).

Tatung: assemblée générale houleuse

L'assemblée générale des actionnaires du groupe Tatung vient de se tenir de manière houleuse à Taipei. Le groupe familial, dirigé actuellement par LIN Kuo Wen-yen, enregistre de mauvais résultats depuis plusieurs années, et tente de résister aux <u>tentatives de reprise du groupe Shanyuan</u> dirigé par WANG Kuang-hsiang. Selon <u>le magazine Commonwealth</u>, Tatung (très connu à Taiwan pour ses appareils électriques et notamment son fameux *rice cooker*) ne tiendrait aujourd'hui sa survie qu'à trois de ses unités (immobilier, machines-outils et services numériques). Au final, ce serait 27 actionnaires (représentant 53% du capital) qui auraient été privés de leur droit de vote, la direction familiale du groupe Tatung mettant en cause l'<u>origine de certains capitaux qui pourraient venir de Chine</u>. Suite à a la réélection controversée de Mme LIN, la Commission de Supervision Financière a annoncé qu'une enquête serait diligentée pour faire la lumière sur les conditions du vote et le <u>Taiwan Stock Exchange</u> (TWSE) a indiqué prendre des sanctions contre le groupe pour non-respect de la gouvernance d'entreprise.

Lancement des services 5G : début d'une concurrence sévère entre les opérateurs télécoms taiwanais







Chunghwa Telecom (CHT), premier opérateur à avoir obtenu une licence 5G à Taiwan, et l'opérateur privé Taiwan Mobile (groupe Fubon), viennent d'annoncer le même jour le lancement de leurs services 5G, suivi dans la foulée par Far EasTone Telecommunications (groupe Far Eastern). La Présidente TSAI Ing-wen qui participait à la cérémonie de lancement de l'opérateur CHT, a annoncé 20 Mds de TWD (600 M EUR) d'investissement sur les 4 années à venir pour développer l'écosystème de la 5G à Taiwan. Nokia vient pour sa part de signer un contrat de 400 M EUR avec Taiwan Mobile pour le développement de son réseau sur l'île. Dans une interview accordée à la presse, le Chairman et CEO de CHT, Chi-Mau SHEIH, explique que le groupe semi-public ne souhaite pas s'engager dans la guerre des prix comme ce fut le cas avec la vente des forfaits mensuels 4G à 499 TWD (15 EUR), et table sur une part de marché de 30 à 40% la première année avec 1 M de clients 5G, l'offre de téléphones mobiles étant limité à ce stade. Il cible notamment les grands groupes (secteurs des semi-conducteurs, de la plasturgie...), selon le business model « B2B2X ». CHT, qui devrait déployer par ailleurs 10 000 stations de base sur les trois années à venir, s'apprête à recruter dès cette année 1 800 personnes spécialisées dans le domaine de la cyber-sécurité, des mégadonnées et de l'intelligence artificielle.

Mongolie

Rio Tinto: Le groupe australo-britannique a conclu un accord avec le gouvernement mongol afin d'assurer un approvisionnement local pour le projet minier d'Oyu Tolgoi.

Rio Tinto a annoncé lundi 29 juin avoir conclu un accord avec le gouvernement mongol afin d'assurer un approvisionnement énergétique domestique pour la mine d'Oyu Tolgoi, qui importe pour le moment l'ensemble de l'électricité nécessaire au fonctionnement de la mine directement de Chine. La construction d'une centrale thermique de 300 mégawatts alimentée au charbon et détenue par l'Etat est prévue, une fois que Rio Tinto aura amendé son accord d'approvisionnement en énergie avec l'Etat mongol au plus tard en mars 2021. Les travaux de construction de la nouvelle centrale devraient débuter courant juillet 2021 et durer quatre ans.

Si le coût de construction de cette centrale, estimé à 1 Md USD, sera finalement pris en charge par la Mongolie, cet accord devrait renforcer le contrôle qu'exerce le gouvernement sur ce projet minier de grande ampleur. Oyu Tolgoi, qui est le point nodal de l'économie mongole, est aussi la première source d'IDE en Mongolie (le projet a bénéficié de plus de 6,8 Mds USD d'investissements à ce jour). Alors que de nombreux litiges opposent l'Etat mongol à Rio Tinto (et particulièrement eu égard à la négociation de l'accord d'investissement de Dubaï, portant sur l'expansion en cours de la mine souterraine d'Oyu Tolgoi) une génération d'énergie domestique et opérée par l'Etat permettrait au gouvernement d'accroitre son pouvoir sur la société australo-britannique.

Rio Tinto continuera de s'approvisionner en Chine jusqu'à ce que la centrale soit construite et opérationnelle. À partir de 2025, l'énergie produite par la centrale de Tavan Tolgoi devrait alimenter les activités de la mine à ciel ouvert ainsi que le développement de la mine souterraine, qui a terme devrait produire plus de 500 000 tonnes/an de concentré de cuivre et d'or.

La Mongolie détient 34% du projet minier d'Oyu Tolgoi, le reste étant détenu par la société canadienne *Turquoise Hill Resources* (elle-même majoritairement détenue par Rio Tinto) qui est en charge de la gestion des activités de la mine.

Consolidation du secteur bancaire: la *Trade and Development Bank of Mongolia* (TDB) annonce sa fusion avec *Ulaanbaatar City Bank*







La Banque de Mongolie a annoncé le 23 juin avoir validé la consolidation de la *Trade and Development Bank of Mongolia* (qui est la plus ancienne banque commerciale de Mongolie, fondée en 1990) et de la *Ulaanbaatar City Bank* (qui est la moins importante des banques systémiques, fondée en 1999). L'ensemble des actifs, passifs et capitaux propres de la *Ulaanbaatar City Bank* ont été transférés à la TDB le 29 juin. Cette dernière bénéficie désormais de 400 employés supplémentaires, 33 branches et offices locales à travers le pays. Cette décision va dans le sens d'une consolidation du secteur bancaire, souhaité par le FMI et autres institutions financières internationales en Mongolie.

Risque de liquidité : L'agence Moody's publie un rapport mettant en lumière l'impact du Covid19 sur l'économie mongole et les conséquences potentielles en termes de liquidité

L'agence de notation Moody's met l'emphase sur les risques posés par la vulnérabilité accrue de la Mongolie aux facteurs externes. Les différentes mesures de mitigation de l'impact du Covid19, couplées à la chute des exportations de cuivre, d'or et autres minerais, devraient conduire à un creusement du déficit budgétaire de l'ordre de 8,6% du PIB en 2020. De plus, le durcissement potentiel des conditions d'accès aux financements externes risque de mettre une pression accrue sur les réserves de change que la Mongolie s'évertue à reconstituer depuis trois ans (et qui avoisinent à ce jour les 4 Mds USD).

Si le pays continue de bénéficier d'aides conséquentes des différentes institutions financières internationales, l'importance des fonds mobilisés reste limitée comparé aux besoins du pays, qui fera face à d'importantes échéances de dette dès 2021.

L'agence de notation précise toutefois que le potentiel de croissance de la Mongolie reste élevé et envisage que la croisse reparte à la hausse dès 2021.

Retour au sommaire (<u>ici</u>)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à pekin[at]dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, antenne du SER de Pékin à Oulan Bator

Adresse: N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique,

district Chaoyang, 100600 PËKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Christine Zhang, Paule de la Poype, Antoine Bernez, Lianyi Xu, François Lemal, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Raphaël Pequignot, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder







Responsable Fenet	de	publication:	Jean-Marc



